

Union européenne : Sarkozy, libéral autrement

dimanche 15 juillet 2007, par [PICQUET Christian](#) (Date de rédaction antérieure : 12 juillet 2007).

Pour sortir temporairement des exigences budgétaires fixées aux gouvernements de la zone euro, Sarkozy s'est livré à un grand show médiatique, à Bruxelles, le 9 juillet. Mais ses audaces ne visent qu'à rendre l'Europe et la France toujours plus libérale.

À en croire Laurent Joffrin, dans *Libération* du 10 juillet, Nicolas Sarkozy voudrait offrir de lui, tout à la fois, l'image d'un libéral déterminé - ce à quoi correspond notamment le projet de loi gouvernemental relatif au fameux « paquet fiscal » -, et d'un chef d'État dont la fibre « sociale » serait illustrée par son renoncement au dogme de l'équilibre des finances publiques. De là à parler de « libéral-bonapartisme », il n'y a qu'un pas que bien des commentateurs n'hésitent pas à franchir aujourd'hui. Il est vrai que, comparée à celles d'un Lionel Jospin ou d'un Jacques Chirac avant lui, sa posture déroute autant la gauche d'accompagnement du libéralisme - que l'on entend à peine s'opposer dans l'Hémicycle -, que les tenants de l'orthodoxie budgétaire, telle qu'elle est véhiculée par la Banque centrale européenne (BCE) et la Commission de Bruxelles. Il aura donc éprouvé le besoin de se déplacer en personne, le 9 juillet, à la réunion de l'Eurogroupe, qui ne réunit en principe que les ministres de l'Économie et des Finances de la zone euro.

En réalité, le nouveau président français entend s'inspirer davantage des exemples du néoconservatisme d'outre-Atlantique, que du dogmatisme caractéristique d'un Jean-Claude Trichet, le gouverneur de la BCE. Reagan, autant que Bush père et fils, auront toujours su recourir à l'arme budgétaire ou aux moyens de l'interventionnisme étatique, quitte à bousculer un peu les canons idéologiques du « moins d'État », lorsqu'il leur aura fallu mener à bien leur politique de destruction systématique des conquêtes sociales, de creusement des inégalités dans la société américaine, d'amélioration des positions du capital face au travail.

Sarkozy se situe manifestement dans cette lignée. Alors que la règle en vigueur à Bruxelles oblige théoriquement les gouvernements de la zone euro à réduire de 0,5 % par an leur déficit structurel pendant les périodes de « croissance soutenue », le locataire de l'Élysée a décidé de s'émanciper de cette contrainte du Pacte de stabilité, pour maintenir, l'an prochain, le déficit français à un niveau comparable à celui de cette année (2,5 %). Et d'aller jusqu'à exhorter ses partenaires du continent à faire preuve d'un « peu de pragmatisme » si, d'aventure, la France ne parvenait pas à atteindre son objectif, comme les nouveaux gouvernants s'y engagent, en 2010.

Loin d'obéir à la moindre consi-dération sociale, l'objectif est limpide : si l'on additionne le « bouclier fiscal » ramené à 50 % des revenus, la quasi-suppression des droits de mutation, l'exonération des heures supplémentaires, ou encore la déduc-tibilité des intérêts d'emprunts pour les achats immobiliers, on aboutit à 11 milliards d'euros de manque à gagner pour les finances publiques en 2008, et à 13 milliards à partir de 2009. Tout cela au nom du soutien à la croissance, thème qui n'est que l'habillage d'une orientation visant en fait à convertir le pays aux normes de la mondialisation marchande et financière. À qui en douterait, il suffirait de rappeler que les déficits acceptés pour les prochaines années ne serviront ni à créer des emplois stables, ni à lancer un vaste

programme de logements sociaux, ni à améliorer l'état catastrophique des prisons françaises... Les responsables de l'Eurogroupe s'y sont d'autant moins trompés que, avec 2,5 % de déficit, les « audaces » de Sarkozy demeurent dans les clous fixés par les traités européens depuis Maastricht. Et le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker de s'extasier sur « un programme de réformes sans précédent », censé permettre que la France ne soit « plus jamais le pays de l'immobilisme ». L'hommage résume une politique de classe avérée...

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2214 du 12 juillet 2007.